

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Montag, 10. Dezember 1990, Nachmittag
Lundi 10 décembre 1990, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

Fragestunde – Heure des questions

Frage 31:

Spälti. Rehabilitierung des früheren Hochkommissars für das Flüchtlingswesen
Réhabilitation de l'ancien Haut Commissaire pour les réfugiés

Experten verschiedener Regierungen haben im Auftrag des Generalsekretärs der Uno einen Bericht erstellt, der, wie auch derjenige des dänischen Rechnungshofes, bestätigt, dass der ehemalige Uno-Flüchtlingshochkommissar den von Schweden und Dänemark gespiesenen Sonderfonds für die Ausbildung von Flüchtlingen legitim und gesetzlich verwendet hat. Die Begleitumstände des Rücktritts des schweizerischen Hochkommissars J. P. Hocké haben dem schweizerischen Image geschadet. Wie beurteilt der Bundesrat aus heutiger Sicht den Fall, und was tut er zur Rehabilitierung Hockés?

M. Felber, conseiller fédéral: Le gouvernement suisse s'était beaucoup engagé en son temps en faveur de l'élection de M. Jean-Pierre Hocké comme Haut Commissaire de l'ONU pour les réfugiés. En accédant à ce poste, M. Hocké est devenu un fonctionnaire international et, de ce fait, il dépendait exclusivement des Nations Unies. Le Conseil fédéral constate cependant que M. Hocké, comme le Département fédéral des affaires étrangères l'a relevé lors de sa démission, a accompli sa tâche avec beaucoup de compétence et un très grand engagement, ce dont nous tenons à le remercier.

Les événements qui ont conduit à sa démission ont donné lieu à différentes enquêtes de la part des Nations Unies, et pour certains aspects particuliers des autorités danoises. Cette affaire est de la seule compétence des Nations Unies envers lesquelles le Haut Commissaire est responsable. Comme de coutume, les rapports internes de l'ONU n'ont pas été communiqués au gouvernement.

Le Conseil fédéral ne pense pas que l'image de la Suisse dans le monde et auprès des Nations Unies ait souffert de la démission de l'ancien Haut Commissaire. Depuis, les Nations Unies se sont adressées à la Suisse à différentes reprises pour obtenir un soutien en personnel et en matériel. L'octroi rapide de ce soutien est une nouvelle expression de l'engagement accru de la Suisse en faveur des opérations de maintien de la paix, des activités de développement et des actions humanitaires, y compris celles du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies. Le Conseil fédéral n'a jamais retiré sa confiance à M. Hocké.

Spälti: Ich möchte Ihnen für diese Antwort danken. Sie ist natürlich formell absolut in Ordnung. Ich habe eigentlich in dieser Beziehung auch nichts anderes erwartet. Aber sie ist emotional für mich ungenügend und auch politisch nicht ganz befriedigend. Ich meine, es ging im Fall Hocké einmal mehr um eine dieser verdammenswerten Vorverurteilungen. Der Mann ist jetzt rehabilitiert. Aber das Ausmass dieser Rehabilitation ist uns ja allen bekannt. Sind Sie nicht der Meinung, dass der Bundesrat – wenn sich wieder solche Fälle auf internationaler

Ebene ereignen – im Moment der Vorverurteilung eine klarere Position – nicht unbedingt für den Betroffenen, aber gegen die Vorverurteilung – einnehmen müsste?

M. Felber, conseiller fédéral: Je comprends qu'émotionnellement M. Spälti ne soit pas satisfait de la réponse.

Je précise que, dans n'importe quelle enquête ouverte contre n'importe quel haut fonctionnaire, on découvrira toujours ou souvent quelques petites erreurs. C'est pourquoi le Conseil fédéral a gardé sa confiance en M. Hocké et l'a défendu. J'avais personnellement demandé au secrétaire général des Nations Unies que les résultats de l'enquête soient publiés parce que nous avions confiance. Il est évident que, dans une grande administration, on pourra toujours trouver un ou deux éléments qui auraient dû être traités différemment.

Sur le fond, M. Hocké est réhabilité. Il reste quelques défauts de gestion qui seraient ceux que vous trouveriez à n'importe quel conseiller fédéral.

Frage 32:

Scheidegger. Hilfe an die UdSSR bzw. an die baltischen Staaten

Aide aux pays baltes

Der Wille des Bundesrates, der UdSSR zu helfen, ist zu anerkennen. Ich zweifle aber sehr, ob der gewählte Weg auch effizient ist (Kosten des Transports, logistische Probleme, Benzin, schlechte Strassen, Leerfahrten zurück usw.)! Wäre es nicht besser (politisch und von der Grössenordnung Schweiz/UdSSR her betrachtet), beispielsweise nun endlich den baltischen Staaten gezielte Hilfe zukommen zu lassen (gibt auch Entlastungseffekt für UdSSR)?

M. Felber, conseiller fédéral: Comme le Conseil fédéral l'a relevé dans sa réponse à l'interpellation Kuhn, du 4 octobre de cette année, nous suivons de près les développements dans les Etats baltes. Plusieurs contacts avec des personnalités représentatives ont permis de prendre connaissance des aspirations et des souhaits spécifiques des trois républiques.

Ainsi, le 10 août 1990, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a reçu le président lituanien Landsbergis. Nous poursuivons et nous intensifions ces contacts. Une coopération approfondie semble aussi indiquée que possible dans certains domaines d'intérêt commun, tels que la culture politique et la formation. Le 30 novembre 1990, le chef du Département fédéral de l'économie publique, M. Delamuraz, conseiller fédéral, et M. Jacobi, secrétaire d'Etat, ont reçu Mme Prunskiene, premier ministre lituanien.

De ces entretiens ainsi que d'autres contacts que j'ai eus personnellement avec des personnalités baltes, en particulier M. Brazauskas, chef adjoint du gouvernement, il est ressorti que contrairement à ce qui est le cas à Moscou ou à Leningrad l'approvisionnement alimentaire dans les Etats baltes pour l'hiver 1990/1991 semble assuré. Il apparaît par contre qu'il existe des besoins dans le secteur médical.

Les instances compétentes de l'administration fédérale sont prêtes à examiner la manière de répondre à ces besoins qui restent à identifier plus en détail ainsi que la modalité selon laquelle une telle aide pourrait être envisagée.

Scheidegger: Mir ging es in dieser Frage um zwei Aspekte: Der eine Aspekt wurde beleuchtet, der andere betrifft das Missverhältnis – nach meiner Ansicht – zwischen Transportkosten und der effektiven Wirkung dieser Hilfe an die Sowjetunion, die ich generell begrüsse. In der Zwischenzeit hat es auch in der Schweiz geschneit, und jetzt möchte ich wissen, ob der Konvoi, der jetzt gestartet wurde, wenigstens soviel Kompetenz hat, z. B. in Westrussland oder vielleicht schon in Polen zu halten, dort die Lieferung abzuladen und wieder zurückzukommen?

M. Felber, conseiller fédéral: Nous aurons l'occasion, cette semaine encore, de répondre plus en détail sur les problèmes de l'aide à l'Union soviétique et à certaines de ses républiques. Je crois qu'il est nécessaire aujourd'hui de tenir compte des besoins réels, qui doivent être analysés. Comme nous le

disons, dans les Républiques baltes, pour l'instant en tout cas, on ne nous a pas signalé de manques ou de besoins dans le domaine alimentaire, mais plutôt dans celui des médicaments. Nous sommes prêts à examiner ces différentes demandes. Quels que soient les problèmes de transport nous trouvons des solutions à ce sujet.

Question 33:

Friderici. Hilfe an die UdSSR. Transportmittel Aide à l'URSS. Acheminement des marchandises

La Suisse s'est engagée à fournir à l'URSS une aide humanitaire d'urgence. L'acheminement des marchandises est envisagé au moyen de camions militaires qui ne sont pas adaptés à ce genre de transports sur de telles distances. Ne serait-il pas plus simple, compte tenu des moyens logistiques dont dispose l'URSS, de leur demander d'acheminer cette aide humanitaire au moyen d'avions cargo et de se contenter de superviser la distribution sur place?

M. Felber, conseiller fédéral: Une mission composée de représentants du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes, de la section de l'aide humanitaire et alimentaire de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, et d'un représentant de la Croix-Rouge suisse est actuellement sur place, depuis mercredi dernier, afin d'évaluer les besoins, d'identifier les institutions partenaires et de déterminer les denrées ou le matériel de secours prioritaires, ainsi que la manière la plus efficace de les acheminer et de les distribuer.

Sur la base des premiers résultats de cette mission qui nous sont parvenus et dont le Conseil fédéral s'est déjà entretenu ce matin, les décisions nécessaires quant à la manière de procéder seront encore prises. Nous allons examiner tous les modes de transport possible. Il est donc trop tôt aujourd'hui – mais j'espère pouvoir vous répondre jeudi soir, le moins tard possible – pour se déterminer sur l'une ou l'autre option, étant donné qu'éventuellement nous aurons besoin d'utiliser plusieurs possibilités, voire de les appliquer successivement.

Frage 34:

Fischer-Hägglingen. KSZE-Gipfel in Paris und baltische Staaten

Sommet de Paris de la CSCE et indépendance des pays baltes

Der Bundesrat hat sich mit der Annahme meines Postulats 90.474 im Juni dieses Jahres bereit erklärt, «sich mit allen ihm zur Verfügung stehenden diplomatischen Mitteln, insbesondere im Rahmen der KSZE, einzusetzen, dass der Wille der baltischen Staaten Litauen, Lettland und Estland auf nationale Unabhängigkeit durchgesetzt werden kann». Dazu zwei Fragen:

1. Was hat der Bundesrat im Rahmen der KSZE diesbezüglich in den letzten Monaten unternommen? (Bundespräsident Kolfer erwähnte in seiner Rede am Pariser KSZE-Gipfel die baltische Frage überhaupt nicht – im Gegensatz etwa zum tschechoslowakischen Staatspräsidenten Havel.)

2. Was hat der Vorsteher des Departements für auswärtige Angelegenheiten bei seinem kürzlichen Besuch in Moskau in dieser Richtung unternommen?

M. Felber, conseiller fédéral: La Suisse, aussi bien ici à Berne qu'au sein de la CSCE, a toujours été prête à recevoir des représentants des pays baltes pour discuter des questions relevant du droit à l'indépendance nationale que ces pays font valoir.

En ce qui concerne la CSCE, nous étions cependant appelés à rendre attentifs les pays baltes sur le fait qu'un statut d'observateur ne peut être accordé à un Etat que dans la mesure où tous les Etats membres forment un consensus dans ce sens. Or, il est évident qu'au moins une de ces délégations, l'Union soviétique, allait s'y opposer. C'est pourquoi la demande des pays baltes pour l'octroi du statut d'observateur, lors du sommet de Paris, n'a pas été l'objet d'un débat. Nous avons appris la nouvelle en arrivant à Paris.

Lors de ma visite à Moscou, mes interlocuteurs m'ont expliqué les compétences des républiques et tout particulièrement le droit de sortir de l'union, conformément au projet d'un nouveau traité sur cette union. Par ailleurs, un représentant de notre ambassade à Moscou a récemment visité à ma demande Vilnius en Lituanie afin de se faire une idée plus précise quant à la situation dans cette région. Enfin, Monsieur le conseiller fédéral Delamuraz a, pendant mon absence, reçu – je viens de vous le dire – le 30 novembre dernier, Mme Prunskiene, Premier ministre de Lituanie. Cette visite n'est que la dernière de toute une série de contacts que nous avons eus avec des représentants des Etats baltes.

Fischer-Hägglingen: Ich hätte noch eine Frage: Der Druck seitens Moskaus auf die baltischen Staaten hat sich ja in den letzten Tagen sehr stark verstärkt. Man diskutiert in Moskau gegenwärtig sogar über den Truppeneinmarsch bzw. über die Absetzung der von der Bevölkerung gewählten Regierung. Meine Frage: Wäre der Bundesrat bereit, mit anderen westlichen Staaten in Moskau dahingehend zu wirken, dass eine solche Intervention nicht stattfindet?

M. Felber, conseiller fédéral: Je puis vous assurer que la question des Etats baltes est un des points que j'ai discutés la semaine dernière avec le ministre des affaires étrangères d'Union soviétique, M. Chevarnadze. Vous savez que nous sommes l'un des Etats qui, heureusement, n'a pas reconnu l'annexion selon le pacte de 1939, ce qui n'est pas le cas de tous les Etats qui font beaucoup de bruit aujourd'hui. Je voudrais signaler à ce sujet des éléments extrêmement complexes, à savoir la présence dans deux des Etats baltes notamment, l'Estonie et la Lettonie, d'une population d'origine russe très importante ce qui, évidemment, pose des problèmes de gestion de ces deux républiques en particulier, surtout si l'on envisage leur indépendance.

Je répète que la question posée a entraîné mon interlocuteur soviétique à me préciser tout le problème actuellement ouvert de l'Union, c'est-à-dire des relations entre les diverses républiques et l'Union soviétique, et ensuite les procédures nécessaires à la séparation éventuelle des républiques de cette Union. Voilà l'état de nos discussions qui est aussi un élément de réflexion à la direction centrale de l'Union soviétique.

Frage 35:

Grendelmeier. Europapolitik. Information Politique européenne. Information

Ist der Bundesrat bereit, ein Informationskonzept über seine Europapolitik zu entwerfen und so rasch wie möglich das Parlament und die Öffentlichkeit darüber zu orientieren?

M. Felber, conseiller fédéral: La section d'information du Bureau de l'intégration est opérationnelle depuis le mois de juin, ce qui est peu. Elle est composée de deux collaborateurs spécialisés et d'une secrétaire. En guise de mesure immédiate, cette nouvelle section a assuré l'information en rapport avec les négociations formelles sur l'Espace économique européen. Depuis le mois d'octobre, la section édite aussi un bulletin mensuel dont le tirage s'élève à 1500 exemplaires. Plusieurs rencontres ont eu lieu également entre les responsables de la section et les euro-délégués des cantons, de même qu'avec les représentants des milieux socioprofessionnels et les partis politiques, mais avec les milieux économiques en particulier. A intervalles réguliers, le Conseil fédéral informe dans le détail – j'espère que vous vous le rappelez, Madame – les représentants des Commissions des affaires économiques extérieures et des affaires étrangères; enfin, nous avons tenu, le 29 novembre dernier, un séminaire à l'intention des parlementaires. Dans le même temps, un projet général d'information est en voie d'achèvement, qui prévoit la coordination et la diffusion d'informations auprès de toute une série de publics cibles: le Parlement, l'Administration fédérale, les cantons, les médias, les milieux politiques, les milieux socioprofessionnels, et enfin le grand public. Il y aura une série de publications d'information.

Des contacts ont été pris afin de réaliser d'ici le printemps prochain une brochure de vulgarisation, qui serait complétée par la réalisation d'une cassette vidéo et la mise au point d'un pavillon itinérant d'exposition. Ces différents projets sont également en voie d'achèvement. L'idée générale, c'est de montrer la place occupée par la Suisse en Europe, dans le concert européen actuel, les perspectives qui s'offrent à notre pays face à ce qu'on appelle la nouvelle architecture européenne. Pour réaliser ces projets, nous aurons besoin de moyens financiers supplémentaires que nous vous demanderons. Il est en effet très important de mobiliser les énergies du plus grand nombre de nos concitoyens pour alimenter de manière ouverte, dynamique et surtout créatrice le débat autour de la problématique de l'intégration européenne.

Frau **Grendelmeier**: Ich bin Ihnen dankbar, Herr Bundesrat Felber, dass Sie uns eine Palette verschiedener Informationsmöglichkeiten entworfen haben.

Mir scheint noch etwas ganz entscheidend zu sein: Ist man sich auch im EDA bewusst, wie enorm wichtig die Wortwahl und die Sprache ist? Wenn man weiterhin auf einem hohen Abstraktionsniveau informiert, darf man nicht annehmen, dass das für die Bevölkerung von irgendwelchem Interesse ist. Ich glaube, wir müssen mit vereinten Kräften dafür sorgen, dass die Informationen wirklich bis in die hintersten Täler und auch bis zu den kleinsten Mitbürgern, d. h. zu den Schülern, gelangen, damit dieses Problem den Leuten klar wird.

M. **Felber**, conseiller fédéral: Je peux vous répondre très directement que lorsque nous parlons de vulgarisation, c'est précisément au public non initié que nous allons nous adresser. L'ouvrage de vulgarisation expliquera les différents sigles, raccourcis et définitions. Qu'est-ce que la Communauté Européenne, CE, EG; l'Espace économique européen, EEE, EWR, etc.? C'est cela que nous sommes en train de préparer et que nous allons diffuser.

Frage 36:

Grendelmeier. Internationale Konvention gegen den Rassismus

Convention internationale contre le racisme

In letzter Zeit haben sich rassistisch motivierte Verbrechen in der Schweiz gehäuft. Die Unterzeichnung der Anti-Rassismus-Konvention und die entsprechende Ergänzung des Strafgesetzbuches wird daher immer dringender.

Wann wird der Bundesrat dem Parlament eine Vorlage über die Ratifizierung der Anti-Rassismus-Konvention und die entsprechenden Gesetzesänderungen zustellen?

M. **Felber**, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral a déjà eu l'occasion d'exprimer sa préoccupation devant la recrudescence des actes discriminatoires raciaux en Suisse et ailleurs en Europe. Ces faits regrettables rendent d'autant plus nécessaire l'adhésion rapide de notre pays à la convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'introduction dans notre législation pénale d'une norme qui permettra de réprimer de tels actes.

Cela dit, nous sommes bien conscients qu'il ne s'agit là que d'une des mesures à prendre dans la lutte contre la discrimination raciale. Le Conseil fédéral publiera avant la fin de cette année, c'est-à-dire dans quelques jours, les résultats largement positifs de la procédure de consultation relative à l'adhésion de la Suisse à la convention et à la modification correspondante de notre législation pénale. Il s'agit d'un projet d'article 261bis du Code pénal dont le libellé a fait, je vous le signale, l'objet de nombreuses et diverses propositions de modification. Donc, c'est le texte lui-même qui est discuté et non l'idée ou le projet.

Le message relatif à l'adhésion à la convention et à l'introduction de cet article 261bis du Code pénal sera présenté aux Chambres dès le début de l'année prochaine, quand nous aurons récolté l'ensemble des résultats de la consultation.

Frage 37:

Eppenberger Susi. Lebensmittelverordnung. Fleischkontrolle

Ordonnance sur les denrées alimentaires. Contrôle des viandes

Das EDI hat Anfang 1990 eine Aenderung der Lebensmittelverordnung in die Vernehmlassung gegeben. Die Vereinigung der Kantonstierärzte befürchtet, dass dadurch die Frage der Vollzugszuständigkeit für die Fleischkontrolle entgegen dem Entwurf für ein Lebensmittelgesetz präjudiziert wird. Beabsichtigt der Bundesrat, die Vorschriften über Fleisch noch vor dem Inkrafttreten des neuen Lebensmittelgesetzes in die Lebensmittelverordnung einzufügen?

Bundesrat **Cotti**: Die genannte Verordnungsänderung, welche der Bundesrat in die Wege geleitet hat, ist eine direkte Folge des Beschlusses von 1987, welcher die gesamte Verantwortung für die Fleischkontrolle dem Bundesamt für Gesundheitswesen übertragen hat. Durch diese Verordnungsänderung werden die Kompetenzen entsprechend neu geordnet. Sie steht nicht direkt in Beziehung zum neuen Lebensmittelgesetz, welches – wie Sie wissen – im Ständerat schon behandelt worden ist. Es ist aber auch nicht so, dass wir alles stilllegen müssen, bis jenes Gesetz in Kraft tritt. Deshalb die zurzeit in Studie stehende Verordnung, welche – wie gesagt – die direkte Konsequenz einer neuen Kompetenzverteilung im Rahmen der Bundesverwaltung ist.

Frau **Eppenberger Susi**: Ich danke Ihnen für Ihre Ausführungen, Herr Bundesrat Cotti. Aber die schweizerischen Schlachthofdirektoren und die Kantonstierärzte und auch die schweizerischen Tierärzte haben ihre Bedenken in der Vernehmlassungsantwort zur Kenntnis gegeben: dass die Schweiz entgegen den anderen EG-Staaten eine etwas andere Beurteilung der Fleischschau vornehmen will, indem sie der Schlussbegutachtung mehr Wert beimisst als der Begleitung der Verarbeitungs- und der Kühlketten. Dieses spezielle Lebensmittel Fleisch wird vor allem etwas anders angegangen. Ich frage Sie, ob es nicht im Interesse des Konsumenten in der Schweiz ist, wenn das Fleisch vielleicht auch etwas spezieller definiert wird? Wäre es nicht vom ethischen Standpunkt aus etwas fahrlässig, wenn der Schweizer nicht mehr wüsste, was für eine Art Fleisch er kauft, ob Pferdefleisch, Kalbfleisch, eventuell sogar Hunde- oder Katzenfleisch? Das sind Fragen, die noch untersucht werden müssen.

Bundesrat **Cotti**: Wir werden sie untersuchen, Frau Eppenberger. Sie wissen, dass die Verordnung noch nicht herausgekommen ist. Wir werden erstens – wie ich Ihnen sagte – ein Abstimmen auf das zur Sprache stehende Gesetz versuchen und zweitens selbstverständlich auch den Anliegen, die in der Vernehmlassung angemeldet worden sind, Rechnung tragen.

Frage 38:

Danuser. Handel mit Frauen aus der Dritten Welt

Traite des femmes du tiers monde

Im Jahresbericht FIZ (Dritte-Welt-Frauen-Informationszentrum) steht zum Stichwort «Bericht der interdepartementalen Arbeitsgruppe der Bundesverwaltung», Frauen aus der Dritten Welt, folgendes:

«Nachdem im Zusammenhang mit dem Rücktritt von Frau Kopp auch ihre Mitarbeiterin, Frau Renate Schwob – Präsidentin der oben erwähnten Arbeitsgruppe – den Staatsdienst quitiert hat, ist es um diese Arbeitsgruppe still geworden. Wir sind beim neuen Departementschef, Herrn Bundesrat Koller, vorstellig geworden, haben aber noch keine verbindliche Zusagen über die Wiederaufnahme der Arbeit dieser Arbeitsgruppe erhalten.» Somit frage ich den Bundesrat an, wann die Wiederaufnahme der Arbeit dieser Arbeitsgruppe erfolgen kann und bis wann sie in der Lage sein wird, darüber zu berichten.

Bundesrat **Cotti**: Die Arbeitsgruppe Frauenhandel/Sextourismus/Prostitution wird seit Sommer dieses Jahres vom Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann beim Bak im EDI betreut. Sie hat sich zudem neu konstituiert. Die Arbeiten sind be-

reits aufgenommen worden. Erste Ergebnisse sind für die zweite Hälfte 1991 in Aussicht gestellt.

Frage 39:

Meier Fritz. Warenkorb für Index-Berechnung Prix à la consommation. Calcul de l'indice

Am 21. März 1986 hat der Bundesrat mein Postulat für einen zeitgemässen Warenkorb für die Index-Berechnung angenommen.

Frage: Wann ist ein entsprechender Beschluss bzw. eine Revision zu erwarten?

Bundesrat **Cotti**: Die Revision des Landesindexes ist in vollem Gange. Insbesondere ist während des ganzen Jahres 1990 erstmals eine repräsentative Erhebung über das Konsumverhalten der Schweizer Wohnbevölkerung durchgeführt worden. Die Resultate werden die Grundlage für die Festlegung des neuen Warenkorbs bilden. Das Inkrafttreten des revidierten Landesindexes ist für das Jahr 1992 vorgesehen. Entsprechend der bisherigen Praxis und den Empfehlungen der Kommission für Konjunktur- und Sozialstatistik sollen auch in Zukunft alle Waren und Dienstleistungen, welche für die Konsumenten von einer gewissen Bedeutung sind, im Warenkorb enthalten sein. Ein gezieltes Ausklammern von Bedarfs- und Warengruppen dürfte wenig Aussicht auf Verwirklichung haben.

Frage 40:

Aliesch. Koordination bei der Drogenpolitik Coordination de la politique antidrogue

Die Lösung des Drogenproblems hat in unserem Land nach übereinstimmender Auffassung erstrangige Priorität. Bei den zu ergreifenden Massnahmen herrscht jedoch grosse Uneinigkeit zwischen den Gemeinden, Kantonen und dem Bund, aber auch zwischen Beratern, Sozialdiensten, Therapeuten, Polizeiinstanzen, politischen Behörden und Bevölkerungsgruppen. Ohne eine gewisse Übereinstimmung bei den Zielen und Massnahmen scheint eine Verbesserung der Drogensituation aber undenkbar. Die präventiven, therapeutischen, medizinischen, polizeilichen und gesetzgeberischen Massnahmen sollten sich deshalb an möglichst einheitlichen drogenpolitischen Zielen orientieren.

Teilt der Bundesrat diese Auffassung und ist er bereit, im Drogenbereich Koordinationsaufgaben zu übernehmen? Wann ist mit entsprechenden Schritten zu rechnen, und um welche wird es sich dabei handeln?

Frage 45:

Rychen. Betäubungsmittelgesetz. Vollzug durch die Kantone

Loi sur les stupéfiants. Application par les cantons

Bekanntlich wird das Betäubungsmittelgesetz in den Kantonen sehr unterschiedlich angewendet. Wann findet die erste, schon lange geforderte nationale Drogenkonferenz statt?

Bundesrat **Cotti**: Ich beantworte beide Fragen gemeinsam, weil die Voraussetzungen die gleichen sind. Herr Rychen macht am Schluss eine konkrete Feststellung, die ich spezifisch beantworten werde.

Wie ich letzte Woche mitteilte, hat der Bundesrat die zuständigen Departemente beauftragt, konkrete Massnahmen zur Linderung – eine Lösung gibt es wahrscheinlich nicht – der Drogenprobleme zu unterbreiten. Diese berühren namentlich die Unterstützung und starke Förderung der Prävention, der Betreuung und der Therapiemöglichkeiten in den Kantonen. Das Drogenproblem wird aber weiterhin in erster Linie Sache der Kantone bleiben. Bezüglich der in der Drogenpolitik zu treffenden Massnahmen kann in einigen wichtigen Bereichen weitgehende Übereinstimmung in der Beurteilung festgestellt werden. Ich denke an die Prävention, an die Ursachenforschung, an die Evaluation. Bei anderen Fragen hingegen – Sie wissen, welche ich meine – gibt es von Kanton zu Kanton grosse Meinungsverschiedenheiten. Die Koordination der Bemühungen im Drogenbereich ist ohne Zweifel wünschbar und einer effizienten Umsetzung einer Politik absolut zuträglich.

Angesichts der heutigen Kompetenzverteilung kann sie aber weniger angeordnet als vielmehr über Impulse vom Bundeshaus aus ausgelöst werden.

Es gibt eine Reihe von Möglichkeiten, welche in wenigen Wochen vom Bundesrat geprüft werden müssten. Die Frage einer grossen Konferenz, die auch ein Weg nicht nur des Gespräches, sondern auch der Koordination sein kann, Herr Rychen, wird der Bundesrat später entscheiden. Persönlich neige ich durchaus dazu, dass – nach erfolgten Entscheiden des Bundesrates – für die Umsetzung dieser Entscheide eine solche Konferenz durchaus sinnvoll und bedeutungsvoll sein kann.

Frage 41:

Büttiker. Hochschulzugang mit Lehrerausbildung Brevet d'instituteur et accès à l'université

Leider treibt der Kantönligeist auch heute noch im Bereich Diplomanerkennung ganz seltsame Blüten. Jüngstes Beispiel dazu: Die Zürcher Lehramtssmatur wird von der Phil. Fakultät der Universität Freiburg anerkannt; die Rechtswissenschaftliche Fakultät der gleichen Universität nimmt die Lehramtschüler nur, wenn sie im Maturitätszeugnis mindestens eine 4,5 im Durchschnitt erzielt haben. Andererseits haben die Freiburger Primarlehrer ab Wintersemester 1990 den Zugang zur Universität Zürich nicht mehr.

Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um in unserem Land die Bildungsarbeit der Lehrerseminare mit einem eidgenössisch gültigen Hochschulzugangsausweis zu honorieren?

Bundesrat **Cotti**: Sie stellen, Herr Büttiker, eine sehr berechtigte Frage – wobei Sie wissen, dass bei Zulassungen dieser Art die Hochschulen autonom sind. Der Bund hat, abgesehen von seinen eigenen Hochschulen, keine rechtliche Möglichkeit, diese Bedingungen zu vereinheitlichen. Eidgenössisch anerkannte Maturitätsausweise gelten durchwegs als genügende Zulassungsausweise. Es stellt sich deshalb die mehr als berechtigte Frage, ob die Abschlusszeugnisse der Lehrerseminare in diese eidgenössische Anerkennung einbezogen werden können.

Im Rahmen einer Revision der eidgenössischen Maturitäts-Anerkennungsverordnung, über welche sich die Maturitätskommission zurzeit beugt, um erste Gedanken anzustellen, müssten auch diese Probleme erfasst werden. Hierbei ist zu bemerken, dass die Kantone von Anfang an wesentlich einbezogen werden sollen; ich sprach letzte Woche mit dem Präsidenten der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren darüber.

Frage 42:

Scherrer. Strassenverkehr und Umweltschutz Trafic routier et défense de l'environnement

Beeinflusst durch die im letzten Sommer hochgespielte Ozonhysterie haben verschiedene Gemeinden in der Schweiz für das nächste Jahr Massnahmen beim Strassenverkehr angekündigt, wenn die Ozonkonzentration den willkürlich angesetzten Grenzwert der Luftreinhalte-Verordnung überschreitet.

Ist der Bundesrat bereit, zu intervenieren und sicherzustellen, dass nicht bestimmte Gemeinden unter dem Vorwand des Umweltschutzes während Tagen oder Wochen den gesamten Strassenverkehr willkürlich zum Erliegen bringen können?

Bundesrat **Cotti**: Auch wenn absolute und definitive Forschungsergebnisse noch nicht vorliegen, sind die heute laufenden starken Anstrengungen in der Forschung bezüglich der Querverbindungen zwischen den Problemen der Umwelt und den Problemen der Gesundheit mit besonderem Bezug auf die Luftbelastung ohne Zweifel sehr pragmatisch. Im letzten Sommer sind gewisse gesundheitliche Schäden im Zusammenhang mit den hohen Ozonbelastungen aufgetreten.

Die Immissionsgrenzwerte in der Luftreinhalte-Verordnung wurden aufgrund wissenschaftlicher Kriterien oder aufgrund der Erfahrungen über Auswirkungen von Ozonimmissionen

auf den Menschen so festgelegt, dass deren Einhaltung sicher eine nötige Voraussetzung für die allgemeine Gesundheit darstellt.

Ich erinnere Sie auch daran, dass eine Reihe von internationalen Organisationen, insbesondere die WHO, ähnliche Grenzwerte nicht nur begrüssen, sondern empfehlen.

Der Bundesrat unterstützt deshalb die Kantone und die Gemeinden bei der Erfüllung ihres gesetzlichen Auftrags. Sie wissen aber, dass die Lufthygienekommission, eine beratende Kommission des Bundes, seit jeher eher der Auffassung war – sie hat diese Auffassung noch vor wenigen Monaten bestätigt –, dass hier nur durch die mittelfristige Erreichung der Ziele des Luftreinhalte-Konzeptes tatsächlich Abhilfe geleistet werden kann.

Aufgrund der Erfahrungen des letzten Jahres habe ich aber das Buwal und die Kommission gebeten, sich noch einmal mit dieser Frage zu beschäftigen und bis Ende März Antwort auf die Frage zu geben, ob es kurzfristig Massnahmen gibt, die eventuell – mindestens als Ueberbrückungslösung – bei Sondersituationen Abhilfe leisten können oder nicht.

Scherrer: Ich danke Ihnen für die ausführliche Beantwortung meiner Frage. Aber das war nicht die eigentliche Frage, die ich gestellt habe. Ich wollte von Ihnen wissen, ob gerade bei angeblichen Ozonwertüberschreitungen einzelne Gemeinden autorisiert werden können, den Strassenverkehr beliebig lange stillzulegen. Das war meine Frage.

Bundesrat Cotti: Ich glaubte doch, diese Frage beantwortet zu haben, Herr Scherrer, indem ich sagte, bis Ende März würden wir schauen, ob Massnahmen kurzfristiger Art, worunter auch jene, die Sie erwähnen, aufgrund einer Expertenbewertung Abhilfe leisten können oder nicht.

Frage 43:

Haller. «Frage Nr. 7 des Personenfragebogens zur Volkszählung.»

Recensement de la population. Point 7 du questionnaire
Unter dem Titel «Stellung im Haushalt» ist im Personenfragebogen zur Volkszählung anzugeben, ob man Haushaltvorstand oder Verwandte/r eines Haushaltvorstandes sei oder ob man eine andere Stellung im Haushalt habe. Diesbezüglich wird der Bundesrat um Beantwortung folgender vier Fragen gebeten:

a. Aufgrund welcher Rechtsnorm können Personen im Haushalt gezwungen werden, einen Haushaltvorstand zu bezeichnen?

b. Ist dieser Zwang für Eheleute mit dem neuen Eherecht vereinbar?

c. Warum weisen die Erläuterungen nicht darauf hin, dass rechtlich auch eine kollektive Haushaltvorstanderschaft mehrerer Personen möglich ist?

d. Besteht die Absicht, aus der Zahl der Nennung männlicher oder weiblicher Haushaltvorstände in Ehen oder eheähnlichen Gemeinschaften ein Mass für die Akzeptanz des Gleichberechtigungsgedankens in der Bevölkerung abzuleiten?

Bundesrat Cotti: Ich beantworte die vier Fragen von Frau Haller im Telegrammstil:

Frage a): Kein Haushalt wird in der Volkszählung gezwungen, sich auf ein Mitglied als Haushaltvorstand festzulegen.

Frage b): Ehemann und Ehefrau tragen sich im Einklang mit dem neuen Eherecht beide als Vorstand des Haushaltes ein.

Frage c): Die Rubrik 1.1 in der Frage 7 erwähnt ausdrücklich Ehemann und Ehefrau als Haushaltvorstände.

Frage d): Aus der Volkszählung können daher keine Schlüsse auf den faktischen Stand der Gleichberechtigung in der Ehe gezogen werden.

Frage 44:

Rüttimann. Volkszählung 1990

Recensement de la population 1990

Während frühere Volkszählungen im zehnjährigen Rhythmus als notwendig und nützlich akzeptiert wurden, wird die gegenwärtig laufende von einigen Kreisen boykottiert. Bereits sind

auch schon gefälschte Fragebogen in Umlauf gesetzt worden, um das Volk zu verwirren und die Zählung zu sabotieren.

Wie gedenkt der Bundesrat, in Zusammenarbeit mit den Kantonen, eine lückenlose Volkszählung sicherzustellen?

Bundesrat Cotti: Der Bundesrat bedauert zwar, dass einige Kreise – aus welchen Gründen auch immer – die Volkszählung zu sabotieren versuchen. Immerhin muss ich Ihnen sagen, dass mich die letzten Mitteilungen von heute morgen über den Lauf der Dinge durchaus beruhigt haben. Ein grosser, weitgehender Teil unserer Bevölkerung macht an dieser kleinen Übung – einer Übung, die übrigens sehr kleine Opfer abverlangt – durchaus verantwortungsbewusst mit. Deshalb hat der Bundesrat, Herr Rüttimann, alle nötigen Schritte im Sinne einer objektiven Information über den Sinn der Volkszählung unternommen. Er ist der Auffassung, dass die nötigen Massnahmen zur Gewährleistung derselben im erfolgreichen Sinne getroffen worden sind.

Rüttimann: Die Ausführenden dieser Volkszählung sind ja einmal mehr die Kantone. Ich frage Sie, Herr Bundesrat: Ist der Bundesrat auch bereit, den Kantonen einheitliche Richtlinien zu geben für Sanktionen gegen renitent verweigernde Personen?

Bundesrat Cotti: Diese Frage wird sich aufgrund der konkreten Ergebnisse allfälliger Zuwerdhandlungen ergeben. Aber ich möchte noch einmal betonen: Diese allfälligen Sanktionen müssten natürlich aufgrund der kantonalen Verfahren durchgeführt werden.

Frage 46:

Steffen. Asylbewerber-Widerstand in Zürcher Oberländer Gemeinden

Accueil de demandeurs d'asile. Opposition de certaines communes de l'Oberland zurichois

Die Fürsorgebehörden der 11 Gemeinden des Bezirkes Hinwil im Zürcher Oberland haben beschlossen, ab 1. Januar 1991 keine zusätzlichen Zuweisungen von Asylbewerbern mehr zu akzeptieren. In ihrer Resolution an den Regierungsrat zeigen sie sich entschlossen, allenfalls zugewiesene Asylbewerber an die zuweisenden Stellen zurückzuschicken. Zur Begründung ihres Entschlusses erwähnen sie: Unterbringungsprobleme, Ueberlastung der Behörden und Betreuer, Einschulungsprobleme, Mangel an geeigneten Arbeitsstellen, Sinken der Akzeptanz in der Bevölkerung u. a. m.

Auch der Zürcher Regierungsrat fordert den Bundesrat auf, den Strom der Asylbewerber zu beschränken. Welche Massnahmen erwägt der Bundesrat,

– um kurzfristig die unhaltbaren Zustände im Asylbereich zu beenden und

– um mittelfristig eine Phase der Begrenzung der Einwanderung von Asylbewerbern einzuleiten?

Bundespräsident Koller: Die von diesen Gemeinden aufgeworfenen Unterbringungs- und Betreuungsprobleme werden in einem gemeinsamen Gespräch mit dem Regierungsrat des Kantons Zürich besprochen. Eine Weigerung, ab 1. Januar 1991 Zuweisungen von Asylbewerbern noch zu akzeptieren, wäre klar rechtswidrig.

Der Bundesrat wird im Rahmen der ihm vorgegebenen rechtlichen Bestimmungen und der von der Schweiz übernommenen internationalen Verpflichtungen alles vorkehren, was zur Entspannung der gegenwärtigen Situation im Asylbereich beiträgt.

In der nächsten Sommersession wird der Bundesrat dem Parlament überdies, gestützt auf den überarbeiteten Bericht der interdepartementalen Strategiegruppe über mittel- und langfristige Strategien im Asylbereich, weitere Massnahmen beantragen.

Steffen: Ich danke Ihnen für die Beantwortung der Frage. Mindestens die Frage nach den mittelfristigen Massnahmen haben Sie beantwortet.

Ihre Ausführungen sind eines Rechtsprofessors durchaus

würdig. Es ist in Ordnung, wenn Sie darauf hinweisen, dass das, was diese Gemeinden vorhaben, im Prinzip widerrechtlich ist; jedoch hilft es natürlich den notleidenden Fürsorgebehörden wenig, wenn man ihnen erklärt, dass die Sache rechtswidrig sei. Die in Problemen Ertrinkenden erwarten vom obersten Chef, also von Ihnen, dass Sie eine rettende Hand ausstrecken und keine Rechtsbelehrung erteilen.

Meine Zusatzfrage, Herr Bundesrat Koller: Sie besitzen aufgrund von Artikel 9 des Asylgesetzes ausdrücklich die Kompetenz, bei ausserordentlich grossem Zustrom von Gesuchstellern – und den haben wir meiner Meinung nach jetzt – die erforderlichen Massnahmen zu treffen, um «in Abweichung vom Gesetz die Voraussetzungen für die Asylgewährung und die Rechtsstellung der Flüchtlinge einschränkend zu regeln». Ich bitte Sie, mir zu antworten, aus welchen Gründen der Bundesrat den ihm hier ausdrücklich gewährten Handlungsspielraum nicht nutzt.

Bundespräsident **Koller**: Zunächst darf ich darauf hinweisen, dass wir nicht nur Rechtsbelehrungen erteilen, sondern ein Gespräch mit diesen Gemeinden führen werden. In Zusammenarbeit mit der Regierung des Kantons Zürich werden wir praktische Lösungen für die anstehenden Probleme suchen. Was den Verweis auf das Notrecht anbelangt, möchte ich Sie doch alle einmal bitten, endlich aufzuhören, so zu tun, als könne der Erlass von Notrecht wie ein *deus ex machina* alle Probleme im Bereich des Asyls lösen. Denn auch in Form von Notrecht – also wenn der Bundesrat einfach eine Verordnung erlassen würde, ohne das Parlament zu konsultieren – haben wir im Rahmen der internationalen Verpflichtungen keineswegs sehr grosse Handlungsmöglichkeiten. Wir prüfen zurzeit sorgfältig, was an Handlungsmöglichkeiten überhaupt noch vorliegt. Aber es wäre eine Illusion zu glauben, wir hätten im Rahmen der von uns eingegangenen internationalen Verpflichtungen – der Flüchtlings- und der Menschenrechtskonvention – hier noch grosse Handlungsmöglichkeiten. Darum gilt es heute vielmehr, die Handlungsmöglichkeiten zu nutzen, die aufgrund des neuen Asylverfahrens bestehen, und hier sind es noch beträchtliche. Ich werde bei der Beantwortung einer anderen Frage darauf noch zurückkommen.

Question 47:

Gardioli. Asylbewerber aus Jugoslawien, insbesondere aus Kosovo

Demandeurs d'asile de Yougoslavie, en particulier du Kosovo

Le nombre de requérants d'asile yougoslaves a, semble-t-il, explosé au cours des trois derniers mois.

1. *Pouvez-vous nous donner*

– *le nombre des demandes de personnes en provenance de Yougoslavie, et plus particulièrement de celles issues de l'ex-province autonome du Kosovo, enregistrées de septembre à novembre 1990?*

– *le nombre de demandes au cours des trois mêmes mois de 1989?*

2. *La Suisse applique-t-elle temporairement le principe de non-refoulement pour les Albanais de cette province?*

3. *Quelles mesures le Conseil fédéral a-t-il pris, ou envisage-t-il de prendre, avec le gouvernement fédéral de Yougoslavie, pour éviter cet exode?*

Bundespräsident **Koller**: Vom 1. September bis 30. November 1990 haben 2783 jugoslawische Staatsangehörige ein Asylgesuch in der Schweiz eingereicht. Im Vorjahr wurden in der gleichen Zeitspanne 510 Asylgesuche von Jugoslawen gestellt. Da die Gesuchsteller nach ihrer Staatsangehörigkeit und nicht nach ihrer ethnischen Zugehörigkeit statistisch erfasst werden, ist es nicht möglich, die genaue Anzahl der Kosovo-Albaner zu eruieren. Protokolliert wird demgegenüber die ethnische Zugehörigkeit, weil sie im Einzelfall von Bedeutung sein kann. Nach unserer Schätzung sind bis zu 95 Prozent aller jugoslawischen Asylbewerber albanischer Abstammung. Das Prinzip des Non refoulement ist eine völkerrechtliche Verpflichtung der Schweiz. Unabhängig von der Staats-

zugehörigkeit wird dieses Prinzip in jedem Einzelfall genau überprüft.

Der Bundesrat beobachtet sodann mit grosser Aufmerksamkeit die Entwicklung in Jugoslawien. Der Bundesrat hat auf Ministerebene bereits verschiedentlich für eine bessere Achtung der Menschenrechte auch in Kosovo interveniert. Um der Auswanderung aus wirtschaftlichen Gründen vorzubeugen, unterstützt die Schweiz den Efta-Fonds zur Förderung von kleinen und mittleren Unternehmungen in Jugoslawien.

Mme **Gardioli**: Je vous remercie de votre réponse. Toutefois, particulièrement en ce qui concerne ma troisième question, je la trouve faible et molle. On a pu constater, ce dernier week-end, que les votations qui se sont tenues au Kosovo ont été boycottées par les Albanais, qui représentent 90 pour cent des habitants de ce pays, parce qu'ils ne pouvaient élire que des Serbes.

Etant donné que 95 pour cent des réfugiés de Yougoslavie proviennent du Kosovo, je demande au Conseil fédéral si, dans sa lutte pour atténuer le problème des réfugiés, il est prêt à reconnaître le droit des Albanais du Kosovo à avoir une république autonome et à élire un gouvernement et un parlement, comme ce fut le cas auparavant. Le Conseil fédéral est-il également prêt à le faire savoir publiquement et à le communiquer aux autorités yougoslaves?

Bundespräsident **Koller**: Ich möchte mich nicht in die Aufgaben von Herrn Aussenminister Felber einmischen. Sie müssen sich hier mit einer asylrechtlichen Antwort begnügen. Und asylrechtlich muss genügen, dass wir jeden dieser Fälle von Kosovo-Albanern einzeln prüfen und keinerlei Wegweisungen verfügen, wenn irgendwelche politische Verfolgung oder unmenschliche Behandlung droht.

Frage 48:

Scherrer. Behinderung des Schwerverkehrs durch Schweizer Zoll

Trafic des poids lourds. Entraves de la douane suisse

Bedingt durch den Streik am italienischen Zoll in Chiasso wickelt sich die Abfertigung des Schwerverkehrs äusserst zögernd ab. Gemäss zuverlässigen Informationen werden aber Lastwagen von Schweizer Beamten auch dann nicht in den Zollhof von Chiasso eingelassen, wenn dieser praktisch leer ist. Die Fahrzeuge werden vorsätzlich zurückgehalten, wodurch die Staubildung künstlich vergrössert und Wartezeiten verlängert werden.

Bei zwei Lastwagen-Unfällen (einer im Gotthard-Tunnel, einer auf der N 1 im Raum Kirchberg) wurden die Autobahnen jeweils für mindestens sieben Stunden ganz oder teilweise gesperrt, obwohl die Räumung der Unfallstelle viel weniger Zeit beanspruchte.

Der Verdacht ist nicht unbegründet, dass mit der vorsätzlichen Behinderung des Verkehrs eine versteckte, psychologisch wirkende Verkehrspolitik betrieben wird.

Ist der Bundesrat willens, bei den Kantonen zu intervenieren, damit die Lastwagenstaus am Zoll in Chiasso zügig abgebaut werden und bei Unfällen auf Autobahnen, welche eine grosse Staubildung zur Folge haben, eine Umleitung signalisiert und alles unternommen wird, um die Behinderung möglichst klein zu halten?

Bundespräsident **Koller**: Das schweizerische Zollpersonal war während der jüngsten Streiks beim italienischen Zoll gezwungen, den Schwerverkehr am Grenzübergang Chiasso zu regeln, weil die italienischen Zöllner ausserhalb der Zeit von 08.00 Uhr bis 14.00 Uhr nur den Transitverkehr abfertigten. Es war deshalb unerlässlich, eine Selektion vorzunehmen. Diese erfolgte vor der Einfahrt in den schweizerischen Zollhof, weil dort nur eine sehr beschränkte Abstell- und Manövrielfläche vorhanden ist. Diese Massnahme wurde im Interesse des Verkehrsflusses ergriffen. Eine Behinderung des Verkehrs durch schweizerische Behörden fand in keiner Weise statt.

Die Verkehrsregelung bei Unfällen obliegt der örtlich zuständigen Polizei. Sie muss dabei jeweils im Einzelfall entscheiden, welche Massnahmen notwendig sind. Wenn eine Strassen-

sperrung unerlässlich wird, setzt die Polizei alles daran, diese raschmöglichst wieder zu beseitigen. Dies tat sie auch bei den zwei erwähnten Unfällen. Beim Unfall im Gotthardtunnel verzögerte sich die Öffnung infolge zusätzlicher Verkehrsstörungen vor dem Tunnel wegen starkem Schneefall. Beim Unfall im Raume Kirchberg bot die Räumung des verunfallten Lastwagens grosse Probleme. Von einer absichtlichen Verkehrsbehinderung durch die Polizei oder den Zoll kann daher auch hier keine Rede sein.

Frage 49:

Dreher. Massnahmen gegen den Zustrom von Asylbewerbern

Mesures contre l'afflux de demandeurs d'asile

Am 5. April 1987 hatte das Schweizervolk mit 67,3 Prozent Ja stimmen die Aenderung des Asylgesetzes gutgeheissen und sich somit für eine Eindämmung des Asylanstroms entschieden, der Ende 1987 noch 10 913 Einwanderer betragen hatte. Per Ende 1991 wird mit 32 000 neuen Asylanten gerechnet. Der Volkswille wird also klar missachtet, die pogromartigen Ausbrüche der Subkultur mahnen zum Aufsehen.

Wird der Bundesrat auf der Grundlage von Artikel 9 des Asylgesetzes endlich Notrecht anwenden, um die Lage unter Kontrolle zu kriegen, und vorsorglich die Genfer Flüchtlingskonvention kündigen?

Bundespräsident **Koller**: Angesichts der weiter steigenden Zahl von Asylbewerbern wird vorsorglich geprüft, welche Massnahmen in Anwendung von Artikel 9 Asylgesetz unter Beachtung der völkerrechtlichen Verpflichtungen der Schweiz getroffen werden könnten. Eine vorsorgliche Kündigung der Genfer Flüchtlingskonvention wird derzeit jedoch nicht erwogen. Zum einen liegen die Ursachen der Probleme nicht darin, dass zu viele Flüchtlinge aufgenommen werden müssen, zum anderen haben Bundesrat und Parlament unmissverständlich erklärt, dass die Schweiz an ihren humanitären Grundsätzen festhalten und auch weiterhin Verfolgten und Bedrohten Schutz gewähren will. Die Bezeichnung «verfolgungssichere Staaten» erweist sich als wesentlich gezieltere Massnahme als die Anwendung von Artikel 9 des Asylgesetzes. Mein Departement verfolgt die politische Entwicklung in den Herkunftsländern ständig und prüft derzeit die Bezeichnung weiterer Staaten als sogenannte Safe countries.

Frage 50:

Bonny. Immigration von Russen

Afflux d'immigrés d'URSS

Die in vielen Ländern Europas (auch in der Schweiz) anlaufende humanitäre Aktion zugunsten des notleidenden russischen Volkes ist zu begrüßen. Dennoch wird in diesen Ländern damit gerechnet, dass in relativ kurzer Zeit ein massiver Zustrom russischer Emigranten erfolgen könnte. Entsprechende Vorkehren werden getroffen.

Mit welchen Massnahmen gedenkt der Bundesrat einem allfälligen Zustrom von vielen tausend Russen zu begegnen (internationale Zusammenarbeit, an der Schweizer Grenze und im Inland)?

Bundespräsident **Koller**: Ein Zustrom russischer Auswanderungswilliger kann trotz der anlaufenden humanitären Aktionen nicht von vornherein ausgeschlossen werden. Indessen ist es im heutigen Zeitpunkt unmöglich, auch nur Schätzungen über deren Zahl zu nennen. Für den Fall, dass es zu einer massiven Ost-West-Wanderung kommen sollte, werden derzeit Planungen über ausserordentliche Massnahmen durch Einsatz von Zivilschutzorganisation und Armee erstellt.

Bonny: Ich danke Ihnen für die Antwort. Sie ist etwas weniger vollständig ausgefallen als die Erklärungen, die Sie in der Presse am Freitag abgegeben haben. Ich beziehe diese mit ein in die jetzige Antwort.

Ich habe folgende Anschlussfrage: Sie haben vorhin erklärt, dass erst im Sommer des nächsten Jahres ein Bericht über die Asylpolitik vorliegen werde. Ich möchte sicher sein, dass die Planung und die Massnahmen, die Sie für einen allfälligen Zu-

strom aus Russland vorsehen, greifen können, bevor dieser Bericht verabschiedet wird. Ich habe nämlich den Eindruck, dass in der Asylpolitik heute mehr Handlungsbedarf als Schreibbedarf besteht.

Bundespräsident **Koller**: Diese Planungen für den – hoffentlich nicht eintretenden – Fall einer massiven Ost-West-Wanderung, von denen ich hier gesprochen habe, sind zurzeit in meinem Departement im Gange, in Zusammenarbeit mit den Zivilschutzorganisationen und dem EMD.

Frage 51:

Haering Binder. Moratorium Zivilschutz

Protection civile. Moratoire

In der Volksabstimmung vom 2. Dezember 1990 in Winterthur erhielt erneut eine Zivilschutzvorlage eine klare Absage. Diese sich häufenden Ablehnungen von Zivilschutzvorlagen machen deutlich, dass dem Zivilschutz heute die Unterstützung der Bevölkerung ganz grundsätzlich fehlt. Weitere entsprechende Abstimmungsergebnisse sind zu erwarten.

Ich frage deshalb den Bundesrat an, ob er nicht auch der Ansicht ist, dass es klüger wäre, im Zivilschutzbereich ein Moratorium zu erlassen, bis dass die angekündigten Grundsatzdiskussionen über Aufgaben und Strukturen des Zivilschutzes geführt worden sind.

Bundespräsident **Koller**: Auch in der heutigen Zeit des Wandels erachtet der Bundesrat die Bereitstellung von Schutzbauten als erforderlich. Die Ablehnung einzelner Bauvorhaben ist Ausdruck der demokratischen Meinungsbildung und Entscheidungsfindung. Die Gründe für die Ablehnung sind mannigfaltig. Der Schutzraumbau wird auch im Zivilschutzleitbild 95 eines der Elemente des Bevölkerungsschutzes sein. Der Bundesrat erachtet deshalb ein Moratorium nicht für angebracht.

Frau **Haering Binder**: Erlauben Sie mir im Anschluss an diese Antwort eine Zusatzfrage: Der Bund ist ja gesetzlich verpflichtet, den Vollzug des Zivilschutzes in den Gemeinden durchzusetzen. Welche Instrumente gedenkt der Bundesrat dazu einzusetzen, und wie gedenkt er mit den daraus allenfalls entstehenden Problemen zwischen Bund und Gemeinden umzugehen?

Bundespräsident **Koller**: Wir müssen die Bevölkerung vor allem noch besser informieren, einmal darüber, dass diese Schutzbauten auch bei zivilisatorischen Katastrophen durchaus eine nützliche Funktion ausüben können. Im weiteren hat uns der Irak-Konflikt gezeigt – und zeigen uns auch momentane Entwicklungen in den Oststaaten –, dass wir leider Rückfälle in der Entwicklung zu mehr Zusammenarbeit und Frieden nicht unbedingt ausschliessen können.

Question 52:

Rohrbasser. Drogenhandel in Bern

Trafic de drogue à Berne

On constate que les «dealers» se livrent à leur commerce derrière le Palais du Parlement. Il y a là une cinquantaine de drogués venant se ravitailler et consommant sur place. Des collaborateurs, travaillant à quelques mètres de ce trafic, sont gênés par ce phénomène grandissant. Quelles mesures sont envisagées après l'évacuation de la «Kleine Schanze» afin de disséminer une telle concentration?

Bundespräsident **Koller**: Auch der Bundesrat ist über diese Entwicklung beunruhigt. Es handelt sich jedoch um ein Problem, welches in den Zuständigkeitsbereich des Gemeinderates der Stadt Bern fällt. Der Bundesrat ist überzeugt, dass die städtischen und kantonalen Instanzen alles daran setzen, um eine für alle Betroffenen akzeptable Lösung zu finden.

Question 53:

Aguet. Bericht über die Ermordung von Kazem Rajavi

Rapport sur l'assassinat de Kazem Rajavi

Le professeur Pohl a été chargé par le secrétaire général des Nations Unies de présenter un rapport sur la situation des droits

de l'homme en Iran. Depuis plusieurs mois, il attend des autorités fédérales qu'elles lui fournissent des informations sur les faits et circonstances entourant l'assassinat de Kazem Rajavi, le 24 avril 1990 à Coppet. Ces informations sont indispensables pour la session de mars de l'assemblée générale.

L'enquête étant terminée depuis longtemps, le Conseil fédéral est-il enfin décidé à fournir un rapport?

Bundespräsident **Koller**: Bei den Bundesbehörden ist keine Anfrage von Herrn Professor Pohl über die Hintergründe und Umstände der Ermordung von Herrn Kazem Rajavi vom 24. April 1990 in Coppet eingegangen. Die Ermittlungen im Mordfall Rajavi werden vom zuständigen Untersuchungsrichter des Kantons Waadt in Lausanne geführt. Nur dieser kann das Untersuchungsgeheimnis aufheben und entsprechende Informationen veröffentlichen. Soweit uns bekannt ist, sind die Ermittlungen der waadtländischen Untersuchungsbehörden noch nicht abgeschlossen. Ende Oktober 1990 wurde den zuständigen iranischen Justizbehörden ein Rechtshilfeersuchen übermittelt. Bis heute ist beim Bundesamt für Polizeiwesen noch keine Antwort eingegangen.

Frage 54:

Scheidegger. Ueberlebensnahrung für Osteuropa
Réserves alimentaires de survie de la protection civile. Envoi en Europe de l'Est

Meines Wissens hat jede Ortsschutz-Organisation in der Schweiz Ueberlebensnahrung eingelagert, die im Notfall an die Bevölkerung abgegeben werden kann. Diese Ueberlebensnahrung wird in absehbarer Zeit nicht mehr verwendet werden können. Wäre es nun nicht sinnvoll, wenn der Bundesrat diese Ueberlebensnahrung einsammeln und für die Nahrungsmittelhilfe in Osteuropa/Sowjetunion einsetzen würde? Vermutlich wird sie in ein bis zwei Jahren vernichtet werden müssen.

Bundespräsident **Koller**: Wir prüfen zurzeit, ob Ueberlebensnahrung im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe in die Sowjetunion geliefert werden kann. Im Falle eines positiven Ausgangs der Abklärungen möchten wir dem Ersuchen entsprechen.

Frage 55:

Zwygart. Christenverfolgung in der Türkei. Asylaufnahmepaxis
Persécutations de chrétiens en Turquie et accueil des demandeurs d'asile

Neben Menschenrechtsverletzungen in der Türkei erreichen uns auch immer wieder Nachrichten von Verfolgungen von Bevölkerungsminoritäten. Im November 1990 kam es zum Beispiel zu einem Massaker an Christen, als sie die Kirche verliessen.

- Berücksichtigen die verantwortlichen Behörden diese Situation bei der Anerkennung von Asylgesuchen?
- Drückt sich das in der Statistik der Anerkennungsquoten bei den zur christlichen Religion gerechneten Asylanten aus?
- Inwieweit sind Nachbarstaaten der Türkei, vorab Syrien und Irak, für das Asylland Schweiz auch betroffen?

Bundespräsident **Koller**: Das Bundesamt für Flüchtlinge informiert sich laufend über die aktuelle Situation der assyrischen Christen in der Türkei und trägt deren Situation in der Asylpraxis gebührend Rechnung. Der Anteil der assyrischen Christen an den von Türken eingereichten Asylgesuchen beträgt 2 Prozent. Rund einem Drittel der Gesuchsteller konnte in den vergangenen Jahren Asyl gewährt werden. Eine Asylgewährung setzt allerdings eine individuelle Verfolgung des Gesuchstellers voraus. Von einer Gruppenverfolgung der assyrischen Christen in der Türkei kann nämlich nicht gesprochen werden. In Syrien liegen nach den Erkenntnissen des Bundesamtes keine asylrelevanten staatlichen Verfolgungen der Christen vor. Aus dem Irak wurde bisher kein Asylgesuch eines Christen eingereicht.

Frage 56:

Rychen. Zustrom von Asylbewerbern. Einsatz der Armee
Afflux de demandeurs d'asile. Appel à l'armée

Die Zahl der Asylsuchenden hat im laufenden Jahr stark zugenommen. Die illegalen Einreisen/Grenzübertritte unechter Flüchtlinge/Asylsuchender stellen politisch ein nicht zu unterschätzendes Problem dar. Was sagt der Bundesrat zu einem möglichen Einsatz der Armee zur Unterstützung der Grenzschutzorgane?

Bundespräsident **Koller**: Die Möglichkeit eines Einsatzes der Armee im Asylbereich wird zurzeit in Zusammenarbeit mit dem EMD und dem Eidgenössischen Finanzdepartement geprüft. Der Bundesrat ist allerdings der Auffassung, dass Bund und Kantone zunächst alle Möglichkeiten des Bundesbeschlusses über das Asylverfahren vom 22. Juni dieses Jahres nutzen müssen, und deren gibt es bekanntlich noch viele; ich erinnere nur an die umfassende Realisierung der Verfahrensbeschleunigung, an die Vorbereitung von Entscheidungen durch die Kantone, an die Ausdehnung des Arbeitsverbotes von 3 auf 6 Monate und an den konsequenten Vollzug der Wegweisungsverfügungen.

Frage 57:

Meier Fritz. Verzicht auf Wiederholungskurse der noch mit Centurions ausgerüsteten Panzerverbände
Unités équipées de chars Centurion. Suppression des cours de répétition

Im Hinblick auf die bevorstehende Umrüstung auf den Kampfpanzer Leopard 2 und aufgrund der Auflösungserscheinungen des Warschauer Pakts lässt sich der Aufwand für Kurse mit Centurions nicht mehr rechtfertigen.

Frage: Ist der Bundesrat bereit, bereits 1991 auf weitere Wiederholungskurse der Centurion-Panzerverbände zu verzichten. (Ausnahme: Aufgebot für Jubiläumsdefilee 1991)?

Bundesrat **Villiger**: 1991 leistet nur noch das Panzerbataillon 21 der Felddivision III seinen Wiederholungskurs mit dem Panzertyp Centurion; dieses Bataillon wird nicht am Jubiläumsdefilee 1991 teilnehmen. Es wird 1992 als letztes seiner Art auf den Panzer 68/88 umgeschult. Der für den Wiederholungskurs 1991 des Panzerbataillons 21 vorgesehene Ausbildungsstoff gewährleistet einen sinnvollen Übergang vom Centurion auf den Panzer 68/88. Im Vordergrund stehen die Einführung des neuen Sturmgewehres und die Ausbildung in der damit verbundenen Gefechtstechnik sowie das in diesem Jahr wegen des Waldeinsatzes ausgefallene Panzerschiessen mit der gleichen 10,5-cm-Kanone, wie sie auch der Panzer 68/88 besitzt. Ferner sind kombinierte Einsatzübungen mit einem Infanterieregiment geplant, die bezüglich Panzertaktik und Gefechtstechnik Erfahrungen und Erkenntnisse vermitteln, die auch im Einsatz mit dem neuen Panzertyp Gültigkeit haben werden. Abschliessend möchte ich daran erinnern, dass nicht zuletzt aus finanziellen Gründen nicht alles der Armee zur Verfügung stehende Material immer auf dem neuesten Stand sein kann. Dies darf aber kein Grund sein, auf einen Wiederholungskurs zu verzichten.

Frage 58:

Hänggi. EMD-Projekt für Hilfe an die Sowjetunion
Aide à l'Union soviétique. Projet du Département militaire
Wie sehen die aktuellen Chancen aus für die Realisierung des EMD-Projektes einer Hilfeleistung an die Sowjetunion?

Bundesrat **Villiger**: Die Hilfsaktionen im Ausland fallen in den Bereich der humanitären Hilfe und damit in die Zuständigkeit des EDA. Der Generalstabschef hat seinerseits schon Anfang November prüfen lassen, ob und allenfalls wie solche Hilfsaktionen von der Armee unterstützt werden könnten. Das EMD hat sich bereit erklärt, eine Hilfsaktion zugunsten der Sowjetunion damit zu unterstützen, dass nötigenfalls Hilfesendungen aus Beständen und mit Mitteln der Armee in die Sowjetunion transportiert werden, wobei die Transporte auf dem Landweg mit Armeelastwagen durchgeführt werden könnten und sollten. Weil eine solche Hilfsaktion nicht von einem Tag

auf den andern ausgelöst werden kann, hat das EMD die Vorbereitungen – sie umfassen insbesondere Rekrutierung, Information und Ausbildung des erforderlichen Militärpersonals – unverzüglich an die Hand genommen.

Es sollte technisch möglich sein, einen ersten Militärtransport im Januar in die Sowjetunion zu schicken. Ob die Vorbereitungen schliesslich zum Tragen kommen werden, hängt von den Ergebnissen der Rekognoszierung ab, die gegenwärtig von Vertretern des Katastrophenhilfekorps und des Roten Kreuzes in der Sowjetunion durchgeführt wird.

Beizufügen ist, dass die Ankündigung der Hilfsaktion bei den Angehörigen der Armee eine Welle spontaner Bereitschaft ausgelöst hat. Darüber freut sich der Bundesrat, und er spricht allen Armeeangehörigen, die sich für diese Aktion zur Verfügung gestellt haben, schon jetzt den besten Dank aus.

Frage 59:

Leutenegger Oberholzer. Puk EMD. Strafrechtliches Verfahren

CEP DMF. Procédure pénale

Hat der Bundesrat dem Bundesanwalt den Auftrag erteilt, die im Zusammenhang mit dem Bericht der Puk EMD aufgetauchten strafrechtlichen Aspekte abzuklären und allenfalls gerichtspolizeiliche Ermittlungen einzuleiten?

Bundesrat Villiger: Der Bundesrat wird am kommenden Donnerstag hier im Nationalrat eingehend zum Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission und zu deren Empfehlungen, Motionen und Postulaten Stellung nehmen, und zwar unter Würdigung aller wesentlichen Aspekte. Er hält es nicht für angezeigt, im Rahmen der heutigen Fragestunde eine Einzelinformation vorwegzunehmen, und ich bitte die Fragestellerin um Verständnis und Geduld. Ihre Frage wird in der Debatte vom kommenden Donnerstag beantwortet.

Frau Leutenegger Oberholzer: Ich verstehe diese Geheimniskrämerei nicht, nachdem bekannt ist, dass in dieser Sache bereits verschiedene Strafverfahren eingereicht worden sind. Ich bitte deshalb den Bundesrat um Beantwortung meiner Zusatzfrage: Ist Ihnen bekannt, ob der Bundesanwalt seine Ermittlungen in dieser Sache aufgenommen hat, nachdem ja ein dringender Tatverdacht vorliegt?

Bundesrat Villiger: Ich werde, wie gesagt, am nächsten Donnerstag dazu Stellung nehmen, Frau Leutenegger Oberholzer. Dringender Tatverdacht ist mir noch nicht bekannt, aber es ist mir bekannt, dass Strafverfahren beantragt worden sind. Wieweit der Bundesanwalt sich schon in Bewegung gesetzt hat, kann ich Ihnen nicht sagen. Aber die Frage wird abgeklärt und am nächsten Donnerstag beantwortet.

Frage 60:

Braunschweig. 1991 wieder Militärflugtraining in Schweden

Entraînement de pilotes militaires en Suède

Laut schwedischen Pressemeldungen vom 19. Oktober 1990 wird die Schweiz auf der Basis Vidsel in Schweden vom März bis Juni 1991 wie schon 1989 ein Militärflugtraining durchführen, wiederum im Gebiet und zu Lasten der Minderheit der Sami (Lappen).

Kann der Bundesrat diese Informationen bestätigen und in bezug auf Umfang und Kosten ergänzen?

Warum geht die Information des EMD über schwedische Zeitungen?

Bundesrat Villiger: Aus Gründen der dichten Besiedelung ist das Tiefflugtraining unserer Aufklärer- und Erdkampfpiloten hierzulande kaum möglich. Um auf genügend Trainingsflüge zu kommen, sind wir gezwungen, einen Teil des Übungsprogramms in wenig besiedelte Gebiete im Ausland zu verlegen. Das EMD ist mit der Bitte an die schwedischen Behörden gelangt zu prüfen, ob im Rahmen der gemeinsam von der Gruppe für Rüstungsdienste und der schweizerischen Flugwaffe für März bis Juni 1991 in Schweden geplanten und bewilligten Lenkwaffentestschiessen ein zusätzliches Tiefflugtrain-

ing durchgeführt werden könnte. Sollten die schwedischen Behörden unserem Ansinnen zustimmen, so wäre vorgesehen, während zwei bis drei Wochen mit sechs Mirageaufklärungsflugzeugen von der Luftwaffenbasis Vidsel aus insgesamt etwa 200 Einsätze zu fliegen. Solange aus Schweden keine Antwort vorliegt, muss dies jedoch alles Spekulation bleiben.

Sicher ist vorderhand nur die Durchführung der bereits bei früherer Gelegenheit erfolgten Testschiessen, die der Überprüfung der Flugzeuglenkwaffen dienen. Dieser Sachverhalt ist möglicherweise in den erwähnten schwedischen Pressemitteilungen zuwenig zum Ausdruck gekommen.

Frage 61:

Reimann Maximilian. SED-Vermögenswerte in der Schweiz

Biens du SED transférés en Suisse

Die Sozialistische Einheitspartei Deutschlands SED hatte sich in ihrer 40jährigen Diktatur-Periode offensichtlich widerrechtlich Milliarden an DM-Weiten angeeignet und Teile davon ins Ausland transferiert. Ist dem Bundesrat bekannt, ob solche Vermögenswerte auch in die Schweiz gelangt sind? War der Drahtzieher dieser Finanzmanöver, der ehemalige hohe SED-Funktionär Schalck-Golodkowski, je mit schweizerischen Bundesbehörden in Kontakt gewesen? Was unternimmt die Schweiz, um allenfalls bei uns gefundene SED/PDS-Vermögenswerte wieder in den rechtmässigen Staats- oder Privatbesitz zurückzuführen?

Bundesrat Stich: Dem Bundesrat ist nicht bekannt, ob und in welcher Höhe Vermögenswerte der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands SED in die Schweiz gelangt sind. Mit dem SED-Funktionär Schalck-Golodkowski hatten die Bundesbehörden keinen Kontakt.

Sollten allenfalls illegal in die Schweiz transferierte Vermögenswerte von den rechtmässigen Eigentümern herausverlangt werden, so stehen diesen der ordentliche Rechtsweg in der Schweiz und bei Verfahren im Ausland die Instrumente der Rechtshilfe zur Verfügung. Dabei besteht auch die Möglichkeit, Massnahmen zur Sicherstellung zu verlangen, wenn befürchtet wird, dass die Vermögenswerte vor dem Entscheid über das rechtmässige Eigentum weggeschafft werden. Es ist Sache des interessierten Staates, entsprechende Rechtshilfeersuche zu stellen.

Frage 62:

Züger. Coto (Cash-oder-Titel-Option)

Coto (Versement en espèces ou droit de souscription)

Mit der Cash-oder-Titel-Option, besser bekannt unter der Abkürzung Coto, schienen einige Finanzspezialisten ihr Ei des Kolumbus zur Steuerumgehung gefunden zu haben. Nun ist dieses Wunderding bereits wieder gestorben. Meine Fragen:

1. Für 1990 wurde allerdings das Ziel damit noch voll erreicht. Wie kommt es, dass die Eidgenössische Steuerverwaltung dazu erst ja, das Finanzdepartement später hingegen nein sagte?
2. Welche Firmen konnten von diesem «Freijahr» profitieren, und wie hoch sind die diesbezüglichen Ausfälle für die Bundeskasse?

Bundesrat Stich: Die Cash-oder-Titel-Option Coto vermittelt ihrem Inhaber folgende Wahlmöglichkeiten:

1. Der Inhaber kann gegen eine bestimmte Anzahl Coto eine Aktie der betreffenden Gesellschaft zum Nennwert beziehen.
2. Der Inhaber kann die Coto an der Börse veräussern.
3. Der Inhaber kann die Coto der betreffenden Gesellschaft gegen Auszahlung einer garantierten Barabgeltung zurückgeben.

Aus der Sicht der Verrechnungssteuer behandelte die Eidgenössische Steuerverwaltung die Coto zuerst als Bezugsrechte. Gestützt auf diese Praxis gelangte sie daher zum Schluss, dass die Verrechnungssteuer nur anfallt, wenn der Begünstigte die ihm garantierte Barabgeltung beansprucht. Aus der Sicht der direkten Bundessteuer dagegen gelangte die Eidgenössische Steuerverwaltung zum Ergebnis, dass die

Coto für den Aktionär einer Naturaldividende gleichkomme, weshalb von einer Besteuerung nur abgesehen werden könne, wenn sich der Aktionär für die Ausübung des Bezugsrechts entscheidet.

Die durch die Forcierung der Coto ausgelöste Publizität mit dem Hinweis auf Steuereinsparungen konfrontierte das Finanzdepartement mit der Frage, ob es sich bei den Coto nicht um Dividendenauszahlungen in anderer Form handle. Das Bundesamt für Justiz wurde daher ersucht, die Natur der Coto aus handelsrechtlicher Sicht näher zu prüfen. In seinem am 30. September 1990 erstatteten Gutachten gelangt das Bundesamt für Justiz zum Ergebnis, dass dem Coto bei gesamtgesellschaftlicher Betrachtung überwiegend Dividendencharakter zukomme. Damit wird Coto in Zukunft verrechnungssteuerpflichtig.

Gestützt auf entsprechende Zusicherungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung konnten folgende fünf Gesellschaften beschränkt auf das Jahr 1990 zur Emission von Coto schreiten: Ems-Chemie Holding, Saurer-Gruppe Holding, Omni Holding, PharmaVision 2000 sowie CS-Holding. Mindererinnahmen zu Lasten der Bundeskasse lassen sich heute noch nicht abschliessend beziffern. Bis Ende September 1990 haben sich die Coto-Inhaber erst im Umfang von rund einem Drittel des insgesamt zur Verfügung stehenden Betrages von 600 Millionen Franken für eine der Varianten entschieden. Dabei verlangte die eine Hälfte die Barabgeltung und die andere Hälfte den Bezug neuer Aktien.

Angesichts der rückläufigen Entwicklung der Börsenkurse dürften die Coto derzeit ohnehin nicht mehr sehr attraktiv sein. Wir gehen deshalb davon aus, dass die restlichen Coto im Betrage von rund 400 Millionen Franken weitgehend in bar abgekauft werden. In diesem Falle hätten die betreffenden Unternehmen die Verrechnungssteuer abzuführen.

Züger: Ich danke Ihnen für die überaus ausführliche Antwort. So etwas sind wir uns im allgemeinen nicht gewohnt. Trotzdem hätte ich eine Frage. Sie sagten, dass sich die Einnahmehäufungen nicht beziffern lassen. Das heisst aber trotzdem, dass es sie gibt. Ich frage mich: Was wollen Sie vorkehren, damit in Zukunft nicht neue Finanzspezialisten solche Nischen finden, die wenigstens im ersten Jahr sehr rentabel sind?

Bundesrat Stich: Da müssen wir uns schlicht und einfach überlegen, welche Lücken man entdeckt hat, und dann müssen wir uns allenfalls noch etwas einfallen lassen, um es auch rechtlich zu verhindern.

Frage 63:

Gysin. Ausbildung ausländischer Lehrtöchter und Lehrlinge in der Schweiz

Formation d'apprentis étrangers en Suisse

Das Elsass hat zurzeit eine hohe Jugendarbeitslosigkeitsrate. Dem steht in der Schweiz und insbesondere in der Region Basel mit steigender Tendenz ein ausgetrockneter Lehrlingsmarkt gegenüber. Schweizer Unternehmungen haben in der Folge Bereitschaft für die Ausbildung von ausländischen Lehrlingen signalisiert. Im grenznahen Bereich bietet sich dafür die Rekrutierung von Lehrlingen als Grenzgänger an. Der Grenzgängerstatus mit täglicher Zwangsheimkehr behindert aber die harmonische Eingliederung des Lehrlings in den Lehrbetrieb, die Mitwirkung an projektbezogenen Arbeiten, die Betreuung des Lehrlings nach Arbeitsschluss (Mithilfe bei Schulaufgaben usw.) und nicht zuletzt auch die eventuell notwendige Absolvierung eines Zusatzunterrichtes (zum Beispiel rasches Erlernen der einheimischen Sprache).

Die nachstehende Frage geht von der ausdrücklichen Voraussetzung aus, dass der Schweizer Lehrmeister für die Unterkunft des Lehrlings besorgt und verantwortlich ist (keine unerwünschte zusätzliche Belastung des einheimischen Wohnungsmarktes).

– Sieht der Bundesrat im Rahmen des bestehenden Ausländerrechtes eine Möglichkeit, ausländische Lehrtöchter und Lehrlinge – mit vorübergehendem (während der Dauer der Lehre) Wochenaufenthalt beim Lehrmeister – in der Schweiz eine

Lehre absolvieren zu lassen, ohne dass dafür das beschränkte Jahresaufenthalts-Kontingent belastet wird?

– Wenn nein, was wäre kurzfristig an Rechtssetzungsmaßnahmen vorzusehen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Pour avoir qualité de frontalière, un étranger doit notamment avoir un domicile régulier dans la zone frontalière et retourner chaque jour (ou chaque nuit) à ce domicile. Déroger à ce principe équivaudrait naturellement à vider de son sens le statut même de frontalière, et cela conduirait à des inégalités de traitement en ce qui concerne les apprentis frontaliers privilégiés par rapport aux autres apprentis frontaliers et aux travailleurs frontaliers. Les cantons non frontaliers ne manqueraient pas de demander à pouvoir, eux aussi, recourir aux apprentis étrangers, ce qui n'est pas possible dans le cadre de l'actuelle réglementation relative aux étrangers, sans mettre à contribution le contingent d'autorisations à l'année.

Par conséquent, admettre ces apprentis hors contingent ne ferait, Monsieur Gysin, que reporter le problème de la prise en compte d'une unité à la fin de l'apprentissage. De même, la modification des conditions régissant l'admission des frontaliers nécessiterait une révision de l'ordonnance qui limite le nombre des étrangers et, de surcroît, des accords bilatéraux avec les Etats limitrophes, modifiant les accords actuels.

Le Conseil fédéral ne voit actuellement pas la possibilité de procéder à un tel changement, d'autant que la question du maintien du statut de frontalière devra bel et bien être réexaminée dans le cadre plus général des relations avec l'Europe communautaire, soit avec la CEE, et cela pour les prochains mois, en sorte que nous ne devons rien modifier à la situation actuelle dans ce domaine.

Gysin: Die elsässischen Behörden sind zurzeit sehr erbost darüber, dass wir einen grossen Teil ihrer Arbeitskräfte als Grenzgänger in der Grenzregion Basel beschäftigen. Herr Bundesrat, sind Sie nicht der Meinung, dass vielleicht das Entgegenkommen der Schweiz gegenüber dem Elsass, ein paar Lehrlinge aufzunehmen und bei uns auszubilden, diese etwas schwierige Situation mit der elsässischen Wirtschaft und den elsässischen Behörden etwas entspannen würde?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Oui, Monsieur le Conseiller national, je pense en effet que, dans le cas particulier, localement et régionalement, on pourrait, en procédant ainsi, apporter une contribution de bonne volonté et d'ouverture. Mais le précédent qui serait ainsi créé est la grande crainte de l'administration dans tous les domaines – parfois trop grande – et, en l'occurrence, il est évident que d'autres frontaliers, tant dans la région genevoise que tessinoise que de l'Arc jurassien, émettraient des exigences semblables.

C'est la raison pour laquelle nous devons traiter de manière égale l'ensemble de ces frontaliers. Je vois donc mal la possibilité de donner un statut particulier aux Alsaciens. Sans doute cela arrangerait-il les affaires à court terme, mais je dois réfléchir davantage à long terme, et suis d'avis qu'il nous faut renoncer.

Frage 64:

Daepp. Importbeschränkungen beim Sauerkraut
Importation de choucroute. Restrictions

Die durchschnittliche Inlandproduktion von Sauerkraut in der Schweiz ist langfristig rückläufig. Wurden Mitte der siebziger Jahre noch durchschnittlich 9500 Tonnen pro Jahr abgeliefert, so liegt dieser Wert heute nur knapp über 8000 Tonnen. Ein Grund für diese Entwicklung liegt in der wachsenden Konkurrenzierung durch den Import. Die Zollbelastung von Fr. 45.– pro 100 Kilogramm reicht nicht aus, um die Schweizer Produktion stabil zu halten.

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass eine Unterstellung des Sauerkrauts unter das landwirtschaftliche Dreiphasensystem der Situation der Schweizer Sauerkrautproduktion eher gerecht würde?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La question de Mme Daepf me permet de dire qu'en effet la production indigène de choucroute a subi une légère baisse ces dernières années par rapport aux années précédentes. Par rapport à la période 1971-75, la baisse n'a été que de 6,5 pour cent en moyenne; or, pendant la même période, les importations de choucroute se sont réduites de 45 pour cent. La part des importations dans la consommation totale de choucroute n'était en 1989 que de 7 pour cent. Par conséquent, en définitive, la chute de la production de choucroute indigène doit être imputée moins à la concurrence de l'importation qu'à une baisse de la consommation. Je regrette cette altération du goût chez nos concitoyens, je regrette la vogue du caviar et du saumon fumé, mais c'est bel et bien la baisse du goût des Suisses pour la choucroute qui est à l'origine de cette diminution de la production indigène beaucoup plus que l'importation.

Pourrait-on soumettre ces importations au système des trois phases? La réponse est malheureusement négative car la choucroute est un produit de l'industrie alimentaire, elle n'appartient pas aux produits saisonniers typiques – encore qu'elle soit meilleure en décembre qu'en août – ni au système qui est assujéti au régime des trois phases.

Je terminerai en précisant que cet assujétissement au régime des trois phases, fût-il possible, irait sans doute, Madame Daepf, à l'encontre des efforts internationaux que nous faisons, plus ou moins péniblement, avec plus ou moins de succès, en vue de libéraliser le commerce agricole. Je crois qu'en la matière il faut laisser les choses en l'état et tout faire, par notre exemple, pour redonner aux Suisses le goût de la choucroute.

Frau Daepf: Es geht mir höchstens darum, dass heute zu Dumpingpreisen Sauerkraut eingeführt wird, und bei uns wären die Maschinen und die Leute vorhanden. Würden wir frischen Kabis einführen, könnten wir ihn selber verwerten, das wäre meine Meinung. Und damit wäre das Problem mit dem Dreiphasensystem gelöst.

Frage 65:

**Zbinden Hans. Entschuldung der Entwicklungsländer
Désendettement des pays du tiers monde**

In der Herbstsession haben sowohl National- als auch Ständerat mit grossen Mehrheiten Postulate überwiesen, welche den Bundesrat einladen, dem Parlament auf die Jubiläumssession vom 2./3. Mai 1991 hin eine Vorlage zur Entschuldung der Entwicklungsländer im Sinne der Petition «Entwicklung braucht Entschuldung» zu unterbreiten. Sind die verwaltungsinternen Vorarbeiten so weit gediehen, dass nach wie vor mit der Einhaltung dieses Terminplanes gerechnet werden darf? Wann wird der Bundesrat die entsprechende Botschaft an das Parlament verabschieden?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral a l'intention de présenter au Parlement pour cette session spéciale du 700^e anniversaire de la Confédération du début de mai 1991 un projet d'arrêté fédéral qui réponde au postulat des deux Chambres sous le titre «Le désendettement, une question de survie». Les conseils législatifs ont déjà nommé les commissions et le Conseil fédéral prévoit d'approuver le message correspondant dans les délais utiles, c'est-à-dire au début de l'année prochaine.

Frage 66:

**Rüttimann. Tierschutz an den Grenzübergängen
Grèves des douaniers et transports d'animaux**

In den letzten Wochen sind erneut verschiedene Grenzübergänge wegen Streiks der ausländischen Zollbeamten vermeldet worden. Tagelange Wartezeiten auf die Grenzabfertigung sind keine Seltenheit. Im internationalen Güterverkehr werden unter anderem auch lebende Tiere transportiert. Sind unsere Behörden in solchen Fällen in der Lage, gemäss dem schweizerischen Tierschutzgesetz zu handeln und den Tieren den bestmöglichen Aufenthalt in den Grenzregionen zu gewährleisten?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Les animaux vivants qui transitent à travers notre pays ne peuvent en général pas être transportés par la route sauf dans des cas tout à fait exceptionnels. Ils doivent donc être transportés par chemin de fer. Le volume de ces transits d'animaux vivants à travers la Suisse est très faible. Les animaux sont examinés et soignés par le service vétérinaire de frontière de l'Office vétérinaire fédéral. Si nécessaire, cet office les décharge, les nourrit, les abreuve lors du passage de la frontière. Ni le service vétérinaire de frontière ni les organes de la douane n'ont eu connaissance de problèmes particuliers qu'auraient connus des transports d'animaux durant les grèves de douaniers. Je m'empresse de dire que la situation était sans doute différente dans les pays qui connaissent la grève, mais dès lors que des animaux, même en transit vers des pays limitrophes dont les transports étaient en grève, se trouvaient sur notre territoire, ils ont été très convenablement soignés. C'est lorsqu'ils étaient déjà, ou encore, dans les pays limitrophes que, bien évidemment, l'Office vétérinaire suisse ne pouvait intervenir.

Frage 67:

**Luder. Regionalverkehr Solothurn–Herzogenbuchsee
Trafic régional Soleure–Herzogenbuchsee**

Die Bahnlinie Solothurn–Herzogenbuchsee soll in «Bahn 2000» ausgebaut werden und neu der Verbindung von Zentren dienen. Nach dem Willen der SBB soll der Regionalverkehr Solothurn–Herzogenbuchsee auf die Strasse verlegt werden. Ist der Bundesrat bereit, Praxisversuche für Bus oder Bahnbetrieb in dieser Region zu veranlassen? Die beste Lösung ist diejenige mit dem grössten Umsteigeeffekt.

Kann der Bundesrat die Versicherung abgeben, dass im Rahmen des Leistungsauftrages die Kosten eines von den SBB gewünschten Regionalverkehrs auf der Strasse von den SBB übernommen werden?

Bundesrat Ogi: Das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement hat bisher Reorganisationsmassnahmen vorerst immer nur auf Versuchsbasis bewilligt. Damit soll in der Regel während fünf Jahren geprüft werden, ob die Umstellung tatsächlich die gewünschten Verbesserungen bringt. Wir sehen keine Veranlassung, im Fall von Solothurn–Herzogenbuchsee von dieser Praxis abzuweichen. Im Fall von Solothurn–Herzogenbuchsee sind umfangreiche Studien gemacht worden, die einem gut ausgebauten Busangebot die grössten Umsteigechancen einräumen. Erst beim Scheitern dieser Variante im Test könnte auf eine modifizierte Bahnlösung eingetreten werden.

Zur zweiten Frage: Der Bund leistet heute pro Regionalzugskilometer der SBB etwa 12 Franken oder das Fünffache dessen, was Bund, Kantone und Gemeinden zusammen für einen Buskilometer der PTT oder einer konzessionierten Transportunternehmung aufbringen müssen. Das EVD hat Richtlinien für die Reorganisationsmassnahmen erlassen. Diese befassen sich auch mit den Kosten. Danach sind die SBB und der Bund verpflichtet, alle Kosten des die Bahn ersetzenden Angebots über die Abgeltungsrechnung zu finanzieren. Im Fall Solothurn–Herzogenbuchsee wird dieses Angebot mit Sicherheit grösser sein als das heutige Angebot auf der Schiene.

Frage 68:

**Vollmer. Neubesetzung des Präsidiums der Ubi (Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen)
Autorité indépendante de recours radio-TV. Nouveau président**

Nach der bekanntgewordenen Demission von Ubi-Präsident J. P. Müller muss der Bundesrat möglicherweise bereits vor der Inkraftsetzung eines RTVG und damit vor dem definitiven Entscheid über die zukünftige Ausgestaltung und Stellung der Ubi einen neuen Präsidenten oder eine neue Präsidentin wählen. Ich frage den Bundesrat in diesem Zusammenhang:

1. Auf welchen Zeitpunkt hin wird das Ubi-Präsidium neu besetzt?

2. Ist er – entgegen den Machtansprüchen gewisser politischer Kreise – gewillt, das wichtige Ubi-Präsidium wiederum einer überparteilich anerkannten und medienpolitisch vertrauten Persönlichkeit zu übertragen?

Bundesrat **Ogi**: Das Ubi-Präsidium ist heute neu besetzt worden. Der Bundesrat hat Monsieur Bernard Béguin von Genf und Rochefort, Präsident des Presserates des Verbandes der Schweizer Journalisten und Lehrbeauftragter an der Universität Neuenburg von 1984 bis 1988, gewählt. Das ist die Antwort auf Ihre erste Frage.

Zur zweiten Frage, Herr Nationalrat Vollmer: Der scheidende Präsident, Professor Jörg Paul Müller, ist als der SVP nahestehend bezeichnet worden. Er übte sein Amt kompetent aus. Der Bundesrat benützt die Gelegenheit, um ihm zu danken. Die Qualitäten des neu gewählten Präsidenten bieten Gewähr, dass Kompetenz und Ueberparteilichkeit gesichert bleiben.

Frage 69:

Burckhardt. Taktlosigkeit in Televisionssendungen

Manque de tact à la télévision

In der Televisionssendung der SRG «Uebrigens» vom Dienstag, 4. Dezember 1990, 21.30 Uhr, wurde – vergeblich – versucht, «lustig» zu sein.

Bei dieser verunglückten kabarettistischen Programmeinlage wurde – neben anderen Persönlichkeiten – ein Bundesrat in erstaunlich grober und unsachlich verwirrender Weise angegriffen.

Ich frage den Bundesrat an, ob es in irgendeinem anderen Land staatlich monopolisierte Medien gibt, welche in ihren Sendungen ein aktives Mitglied der Landesregierung in so diskriminierender Weise angreifen, wie dies in der genannten Sendung «Uebrigens» geschehen ist.

Schriftliche Antwort des Bundesrates

1. Der Bundesrat weist einmal mehr darauf hin, dass Fragen der Programmgestaltung nicht in seinen Zuständigkeitsbereich fallen.

2. Artikel 55bis Absatz 3 der Bundesverfassung garantiert den schweizerischen Rundfunkveranstaltern – und so auch der SRG – die Autonomie in der Programmgestaltung. Die SRG ist denn auch im Rahmen der ihr vom Bundesrat erteilten Konzession in der Gestaltung ihrer Programme frei und für diese allein verantwortlich.

3. Satirische Kommentare über das Wirken von Regierungen und ihren Mitgliedern sind in den Massenmedien üblich. Ueber Fragen des guten Geschmacks lässt sich streiten. Ob die Sendung die Grenzen überschritten und Konzessionsbestimmungen verletzt hat, wäre auf Beschwerde hin von der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen zu beurteilen.

Frage 70:

Sager. Eigenwerbung für SRG-Anleihen

Emprunt de la SSR. Publicité pro domo

Gemäss Unabhängiger Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen darf die SRG grundsätzlich Eigenwerbung betreiben. Allerdings sind dieser Werbung gemäss SRG-Konzession, Verordnung über lokale Rundfunkversuche und Weisungen der Konzessionsbehörde Grenzen gesetzt. So ist die SRG-Eigenwerbung nur dann zulässig, wenn sie auf eine verstärkte Hörerbindung und Identifikation mit dem Programm abzielt. Ausserdem ist die Werbung deutlich vom übrigen Programm zu trennen und hat in einer Sendung zu erfolgen, die ausschliesslich Werbung enthält. Nun hat das Schweizer Fernsehen am 29. November 1990 erstmals einen Beitrag ausgestrahlt, in dem die Zuschauer zur Zeichnung einer SRG-Anleihe von 60 Millionen Franken eingeladen wurden. Ausserdem wurde diese Reklamesendung ausserhalb des Werbeblocks ausgestrahlt.

In diesem Zusammenhang frage ich den Bundesrat an:

1. Ist diese Art der Finanzierung in der SRG-Konzession vorgesehen?

2. Ist der Bundesrat auch der Ansicht, dass die Aufforderung zur Zeichnung einer SRG-Anleihe weniger auf die Hörerbindung bzw. auf die Identifikation mit dem Programm abzielt, als vielmehr rein kommerzieller Natur ist?

3. Teilt der Bundesrat die Ansicht, dass das Schweizer Fernsehen damit die konzessionsrechtlichen Bestimmungen verletzt?

4. Falls der Bundesrat diese Art Eigenwerbung als Konzessionsverletzung erachtet, was gedenkt er vorzukehren, um solches künftig zu unterbinden?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Angesichts des Detaillierungsgrades des Vorstosses von Nationalrat Sager stellt sich für den Bundesrat die grundsätzliche Frage, ob dafür nicht eher die Form der Interpellation zu wählen wäre. Gemäss Artikel 71a Absatz 4 des Geschäftsreglementes des Nationalrates nimmt der Bundesrat zu den aufgeworfenen Fragen im Rahmen der Fragestunde jedoch kurz Stellung:

1. Die Konzession vom 5. Oktober 1987 enthält keine Vorschriften über die Beschaffung von Fremdkapital durch die SRG. Das Finanzgebaren der SRG muss sich aber gemäss Artikel 16 Absatz 2 der Konzession nach den Grundsätzen einer wirtschaftlichen Betriebsführung richten. In Anbetracht der schwierigen Verhältnisse auf dem Kapitalmarkt und des hohen Zinsniveaus hat die SRG nach Auffassung der Aufsichtsbehörde mit der Aufnahme einer Anleihe im Sinne der erwähnten Bestimmung gehandelt.

2. Der Bundesrat ist nicht dieser Ansicht. Das Vorgehen liegt vielmehr auf der Linie des Bundesrates, der die SRG bei der jüngsten Gebührenerhöhung zu vermehrtem unternehmerischem Handeln aufgefordert hat.

3. Nach Auffassung des Bundesrates hat die SRG ihre Konzession nicht verletzt.

4. Der Bundesrat sieht deshalb keine Notwendigkeit, im vorliegenden und in ähnlichen künftigen Fällen bei der SRG vorstellig zu werden.

Frage 71:

Hafner Rudolf. Neubaustrecken. Versuche mit Pendolino

Nouveaux tronçons CFF. Trains Pendolino

Für den Frühling 1991 planen die SBB Versuchsfahrten mit dem Pendolino. Damit nicht allenfalls überflüssige Geldmittel für die Planung ausgegeben werden, bitte ich den Bundesrat um Beantwortung folgender Fragen:

1. Wird die Planung der mittels Pendolino allenfalls überflüssigen Neubaustrecken bis zum Vorliegen der Versuchsergebnisse sistiert?

2. Werden die Versuche, welche die SBB als direkt betroffener Betrieb vornimmt, durch eine unabhängige Stelle begleitet und ausgewertet?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

1. Die laufenden Projektierungsarbeiten für die Infrastrukturausbauten von «Bahn 2000» beinhalten zurzeit hauptsächlich die Beschaffung der Unterlagen für die Durchführung des eisenbahnrechtlichen Plangenehmigungsverfahrens. Diese Arbeiten müssen mit Blick auf die Kostenentwicklung rasch und zielstrebig weitergeführt werden. Eine Sistierung der Projektierungsarbeiten für einzelne Bauvorhaben ist nicht zu verantworten.

2. Was die genannten Versuchsfahrten mit dem Pendolino betrifft, so ist festzuhalten, dass das Bundesamt für Verkehr in Zusammenarbeit mit dem Institut für Verkehrsplanung, Transporttechnik, Strassen- und Eisenbahnbau der Eidgenössischen Technischen Hochschule in Zürich die Durchführung und Auswertung dieser Fahrten begleiten wird.

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	10.12.1990 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2208-2219
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 294

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.